


IV. Statistiques du contrôle administratif


Le Service du contrôle administratif (SCA) doit veiller à ce que les 7 organismes assureurs¹ (O.A.), et plus particulièrement les mutualités qu'ils chapeautent, respectent les dispositions légales et réglementaires.


 Vous trouverez une liste des mutualités sur le site web de l'INAMI : www.inami.be > rubrique Citoyen > Mutualités > Contactez les mutualités.


Les missions du SCA sont les suivantes :

- informer, conseiller et contrôler les mutualités sur l'application correcte de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités (assurance SSI), et veiller à un traitement équitable des assurés sociaux
- tenter de prévenir l'infraction aux règles par les mutualités, certains dispensateurs de soins ou assurés (par exemple, la fraude sociale), et sanctionner, si nécessaire
- gérer, surveiller et contrôler la bonne exécution du maximum à facturer, de l'intervention majorée et du statut Omnio, en collaboration avec les mutualités, le Service public fédéral Finances et la Banque Carrefour de la sécurité sociale afin de garantir le droit à ces trois interventions pour les assurés sociaux
- dans certains cas, délivrer des bons de cotisations de sorte que les assurés sociaux puissent faire régulariser leur situation d'assurabilité par leur mutualité
- établir certaines attestations (attestation d'assuré social ou attestation de couverture provisoire auprès de la mutualité, attestation de veuf/veuve, attestation de pensionné, etc.) afin que les assurés sociaux puissent fournir, à leur mutualité, la preuve de leur statut.

Cette partie du rapport annuel présente des statistiques sur le contenu concret des missions de contrôle du SCA pour les années 2011, 2012 et 2013, statistiques qui donnent un aperçu du fonctionnement du Service.

 Certains graphiques portent (essentiellement) sur les indemnités d'incapacité de travail des salariés et indépendants. Les membres du personnel de la SNCB sont statutaires; ils n'appartiennent donc pas à ces régimes. Dès lors, ces graphiques ne reprennent pas de chiffres pour la Caisse des soins de santé de la SNCB Holding (nouvellement dénommée "Caisse des soins de santé de HR Rail").

 Le SCA établit aussi des statistiques sur les assurés sociaux : voir 5^e partie, V.

 Plus d'informations sur les organes et la structure administrative du SCA sur le site web de l'INAMI : www.inami.be > rubrique L'INAMI.

¹ Les 7 organismes assureurs sont :
 - ANMC : Alliance nationale des mutualités chrétiennes
 - UNMN : Union nationale des mutualités neutres
 - UNMS : Union nationale des mutualités socialistes
 - UNML : Union nationale des mutualités libérales
 - MLOZ : Mutualités libres – Onafhankelijke ziekenfondsen
 - CAAMI : Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité
 - SNCB Holding : Caisse de la Société nationale des chemins de fer

1. Contrôles thématiques

L'inspection de l'INAMI a évolué d'une philosophie de contrôle basée sur des dossiers individuels vers une philosophie de contrôle basée davantage sur des thèmes.

abc Les **contrôles thématiques** sont des contrôles centralisés portant sur un aspect spécifique de l'assurance SSI. Le but est d'analyser les procédures de contrôle internes des mutualités. Les contrôles thématiques visent avant tout un traitement uniforme des assurés sociaux par les mutualités.

La proportion des contrôles thématiques effectués dans le cadre du programme de contrôles s'élève actuellement à quelque 20 %.

Le ciblage des contrôles diffère d'un contrôle thématique à l'autre.

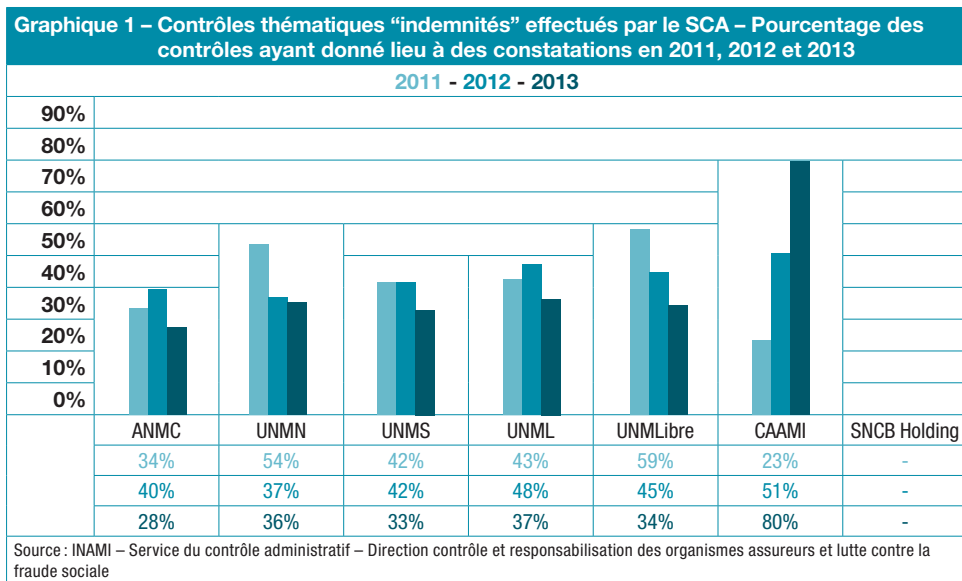
L'approche de chaque contrôle thématique est entièrement documentée : il y a un syllabus par contrôle thématique expliquant le thème, décrivant l'approche et la méthodologie, comprenant un questionnaire standardisé, des rapports types, etc. Une telle approche garantit un traitement équitable de tous les dossiers.

Les contrôles effectués peuvent donner lieu à des constatations. En l'absence de constatations, le dossier contrôlé est considéré comme étant correct.

abc Les **constatations** concernent des récupérations, paiements supplémentaires, sanctions ou remarques résultant d'un contrôle.

À l'issue de chaque contrôle thématique, un rapport d'analyse est réalisé et diffusé aux organes de gestion de l'INAMI et aux différents acteurs de l'assurance SSI (O.A., ministre de tutelle, partenaires sociaux, etc.). Chaque rapport présente la méthodologie, les résultats des contrôles et contient des recommandations pour l'amélioration des pratiques de travail des O.A.

+ Le Contrat d'administration conclu entre l'État et l'INAMI impose au moins deux contrôles thématiques par an pour que l'INAMI puisse remplir, en permanence, son rôle de prévention par le biais de feed-back et de recommandations aux mutualités.



! La CAAMI est une institution de plus petite taille où, toutes proportions gardées, seul un nombre limité de contrôles a été effectué. Le pourcentage élevé de constatations au sein de la CAAMI est dû justement à sa petite taille, et n'est donc pas représentatif.

Un contrôle thématique très spécifique est le contrôle thématique annuel "Article 195 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juin 1994 (loi SSI)".



L'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités (OCM) est compétent pour l'exécution et le contrôle de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités (statuts, comptabilité, règles en matière d'assurance complémentaire, etc.).

Les personnes ou organisations qui ont indûment perçu des indemnités de l'assurance SSI sont tenues d'en rembourser la valeur à l'O.A. qui les a versées (art. 164 de la loi SSI). Les O.A. doivent, à leur tour, récupérer ces indemnités et inscrire leurs montants sur les listes prévues à cet effet. Ces listes ont une incidence majeure sur les frais d'administration que les O.A. reçoivent chaque année. Les frais d'administration augmentent en effet d'un certain pourcentage des montants récupérés (l'art. 195 de la loi SSI décrit ce mécanisme).

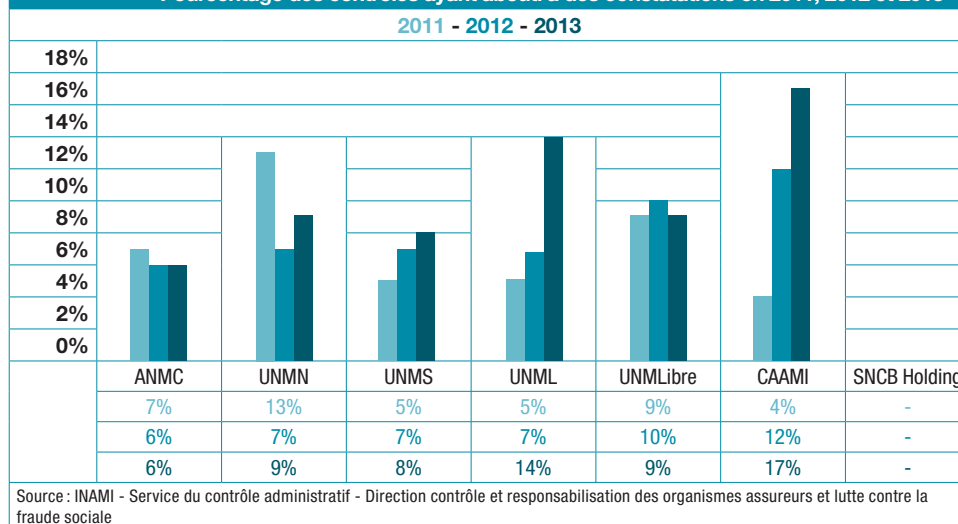
Ces augmentations sont cependant liées à certaines conditions :

- il ne peut pas s'agir de remboursements spontanés
- le montant payé indûment ne peut pas résulter d'une faute, d'une erreur ou d'une négligence de la part de l'O.A. concerné
- la récupération ne peut pas résulter d'un constat du SCA ou de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités.

www Plus d'informations sur l'OCM sur le site web : www.ocm-cdz.be

Lors du contrôle thématique en question, le SCA compare les listes avec les montants récupérés par l'O.A. pour s'assurer que les montants y figurent à juste titre.

Graphique 2 – Contrôles thématiques "article 195 de la loi SSI" effectués par le SCA – Pourcentage des contrôles ayant abouti à des constatations en 2011, 2012 et 2013



! La Caisse des soins de santé de la SNCB holding n'a pas introduit de listes à contrôler dans le cadre de ce contrôle thématique pour les 3 années de référence.

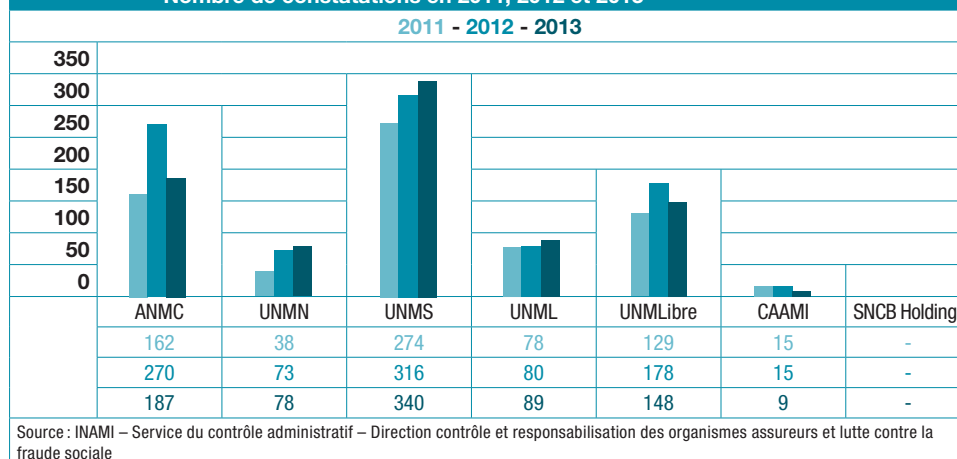
2. Contrôles non thématiques

Outre les contrôles thématiques systématiques, le SCA effectue également de nombreux autres contrôles (les contrôles dits “non thématiques”) :

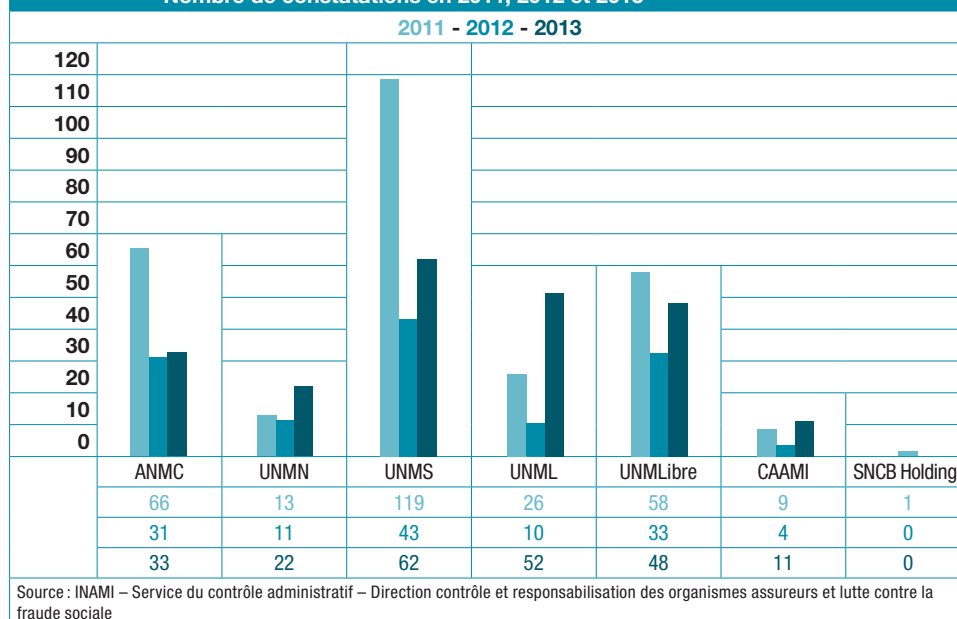
- les contrôles relatifs à l’assurance indemnités
- les contrôles relatifs à l’assurance soins de santé.

L’origine de ces contrôles est diverse : ils peuvent être effectués à la demande de tiers, en réponse à des plaintes ou questions d’auditeurs du travail, à la demande d’autres services de l’INAMI, de cellules stratégiques (cabinets) ou d’autres institutions sociales, etc. Lors de ces contrôles, l’accent est souvent mis sur la transmission d’informations aux demandeurs.

Graphique 3 – Contrôles non thématiques “indemnités” effectués par le SCA – Nombre de constatations en 2011, 2012 et 2013



Graphique 4 – Contrôles non thématiques “soins de santé” effectués par le SCA – Nombre de constatations en 2011, 2012 et 2013



3. Lutte contre la fraude sociale

Afin de renforcer la lutte contre la fraude sociale, le SCA s'est engagé, dans le contrat d'administration 2013-2015, à détecter le cumul d'indemnités SSI et de prestations déclarées à l'ONSS via un croisement de données (datamatching), tant pour les personnes en incapacité primaire que pour les invalides. Un rapport annuel sur la lutte contre la fraude est rédigé; il concerne la lutte contre le travail au noir, les datamatchings, les assujettissements fictifs à la sécurité sociale et les fraudes portant sur le domicile.



La lutte contre la fraude sociale est essentielle pour le SCA. Le Service détecte entre autres :

- les cumuls non autorisés d'indemnités SSI et du revenu déclaré à l'ONSS (détection via un croisement de données (datamatching) ou un croisement de banques de données)
- les assujettissements fictifs à la sécurité sociale
- les activités non autorisées (travail au noir)
- les fraudes portant sur le domicile
- les fraudes relatives à la carte SIS
- etc.

Graphique 5 – Constatations lors de contrôles effectués par le SCA – Pourcentage des constatations de fraude sociale en 2011, 2012 et 2013

2011 - 2012 - 2013							
	ANMC	UNMN	UNMS	UNML	UNMLibre	CAAMI	SNCB Holding
15%							
10%							
5%							
0%							
	2%	4%	11%	3%	9%	1%	0%
	3%	7%	9%	4%	13%	1%	0%
	4%	11%	10%	6%	11%	2%	0%

Source : INAMI – Service du contrôle administratif – Direction contrôle et responsabilisation des organismes assureurs et lutte contre la fraude sociale

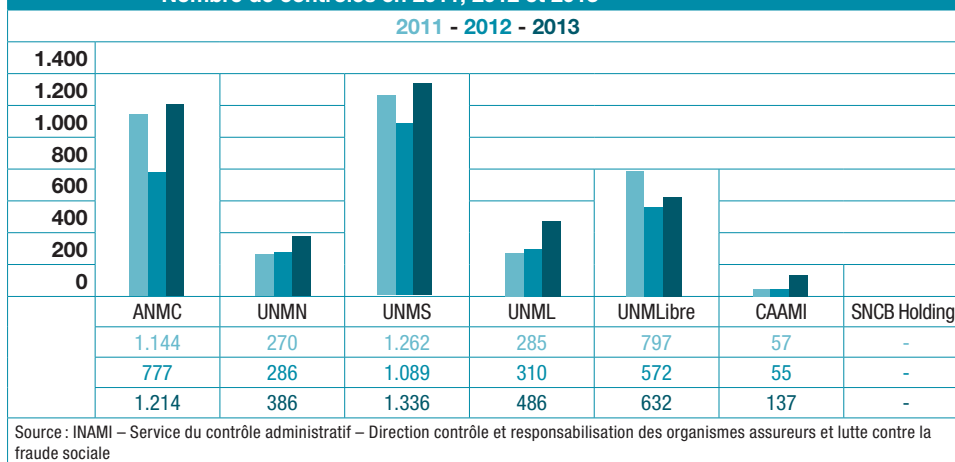
4. Contrôles de suivi

Le SCA effectue des contrôles de suivi pour tous les dossiers où des constatations ont été faites.

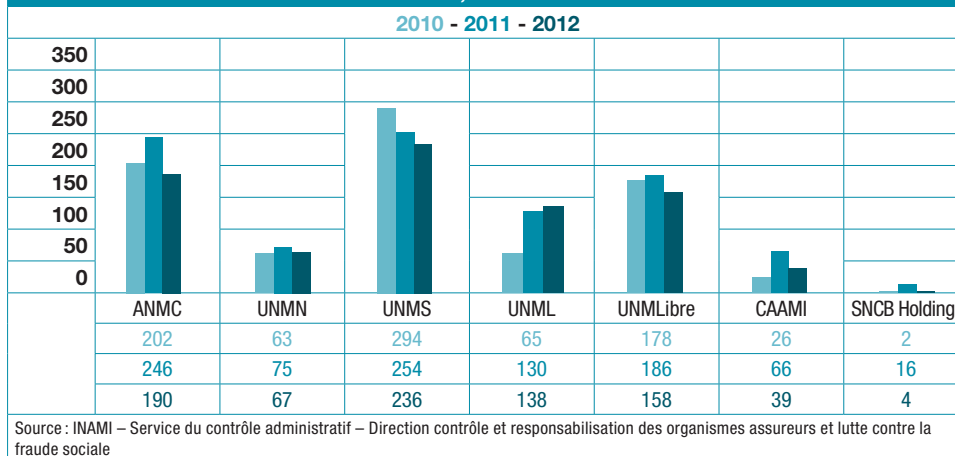
Il y a donc des contrôles de suivi pour :

- l'assurance indemnités et l'assurance soins de santé
- les contrôles thématiques et les contrôles non thématiques.

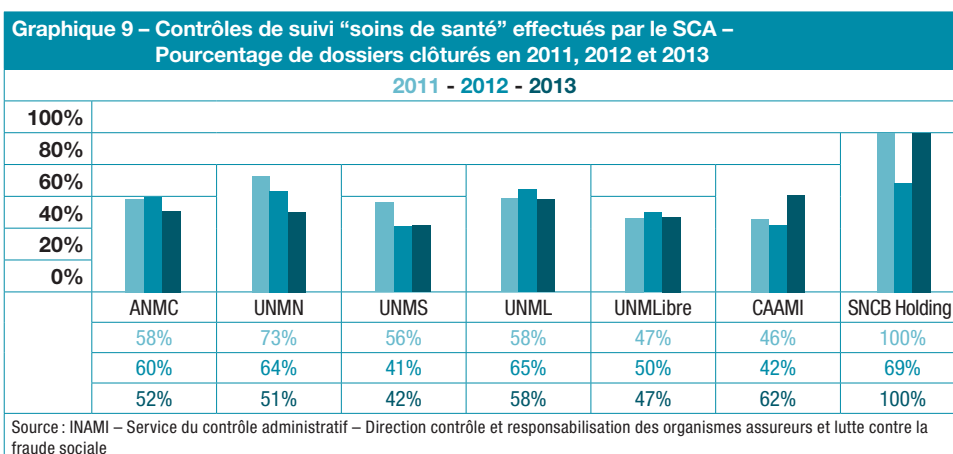
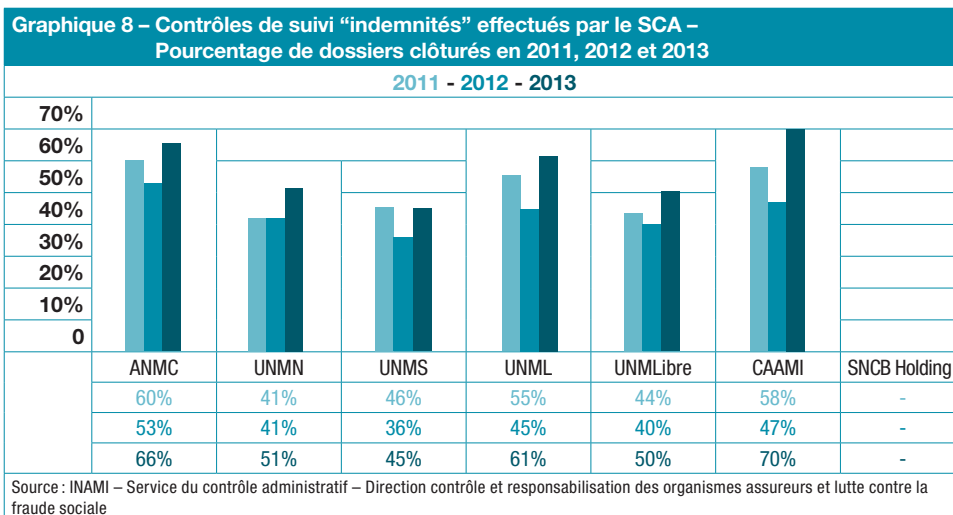
**Graphique 6 – Contrôles de suivi “indemnités” effectués par le SCA –
Nombre de contrôles en 2011, 2012 et 2013**



**Graphique 7 – Contrôles de suivi “soins de santé” effectués par le SCA –
Nombre de contrôles en 2011, 2012 et 2013**



Les contrôles de suivi peuvent également donner lieu à des constatations. Si ce n'est pas le cas, la situation contrôlée est entre-temps en ordre, et le dossier en question est clôturé.



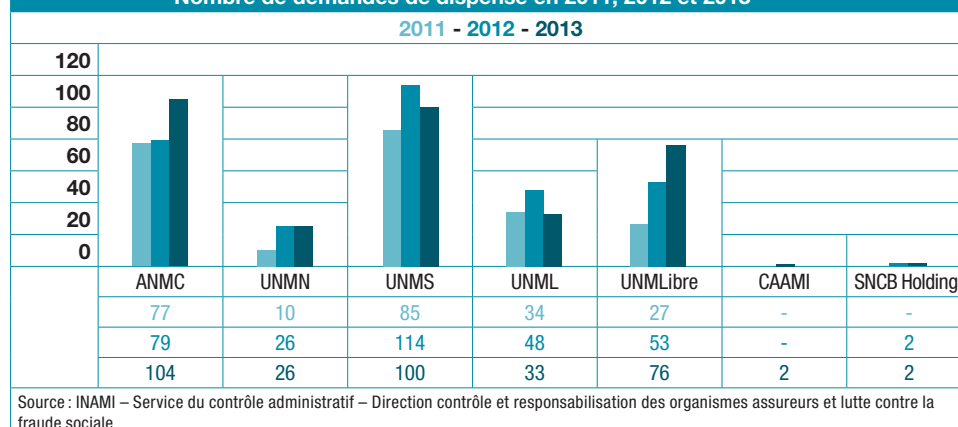
5. Récupération

S'ils ne parviennent pas à récupérer les prestations indues des assurés sociaux (voir aussi titre 1 : contrôle thématique article 195) dans le délai légalement prévu, les O.A. doivent inscrire le solde restant à charge de leurs propres frais d'administration.

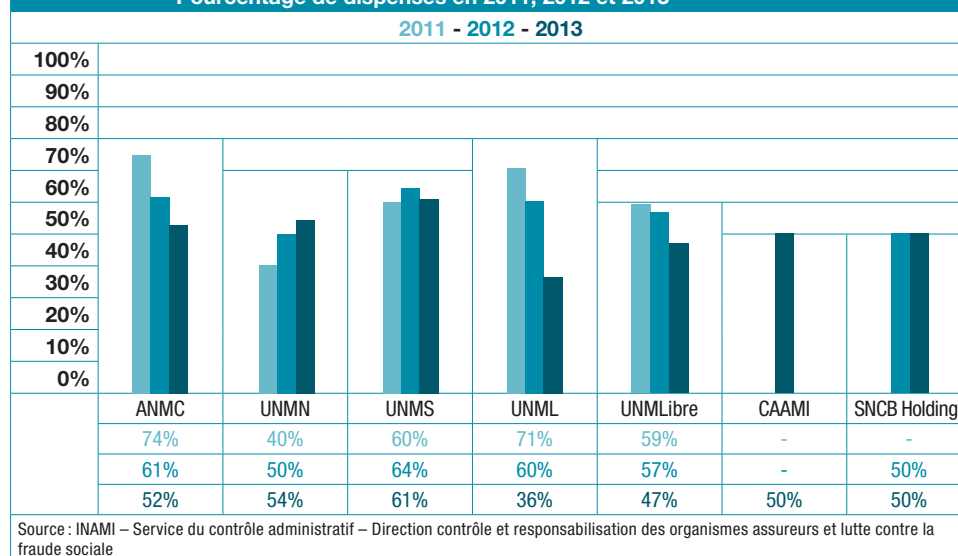
Les O.A. peuvent toutefois demander au fonctionnaire dirigeant du SCA d'en être dispensés. Une dispense ne peut cependant pas être accordée dans les situations suivantes¹ :

- si la récupération résulte d'une faute, d'une erreur ou d'une négligence de la part de l'O.A. concerné
- si l'O.A. concerné n'a pas employé tous les moyens légaux en vue de la récupération
- si la récupération concerne un montant de moins de 600 EUR
- si la demande est introduite hors délai.

**Graphique 10 - Article 327 de l'arrêté royal SSI –
Nombre de demandes de dispense en 2011, 2012 et 2013**



**Graphique 11 – Demandes article 327 de l'arrêté royal SSI –
Pourcentage de dispenses en 2011, 2012 et 2013**



¹ A.R. du 03.07.1996 en exécution de la loi SSI (arrêté royal SSI), art. 327.